



# CONTRAT DE PARTENARIAT INSTALLATEUR « PARTENAIRE AGIR PLUS D'EDF »

## Conditions d'Application de l'offre BRASSEURS D'AIR

Pour la promotion des brasseurs d'air sur le territoire de la Réunion à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019



PRÉFET  
DE LA RÉGION  
RÉUNION



Programme en faveur de la Maîtrise de la Demande d'Énergie piloté par le comité MDE de La Réunion (DEAL, Région Réunion, ADEME, EDF) et financé par l'Etat.

## 1 CONTEXTE ET OBJET DE L'OFFRE BRASSEURS D'AIR

Le caractère électrique insulaire de la Réunion, ses contraintes géographiques, les limites de ses infrastructures portuaires et routières, imposent le recours à des solutions technologiques spécifiques, à l'origine de coûts de production d'électricité sensiblement plus élevés qu'en métropole continentale. Pour réduire ces surcoûts de production et les charges de service public de l'énergie (SPE) qui financent la péréquation tarifaire dans ces zones, la loi de finances rectificative pour 2012, en modifiant de l'article L. 121-7 du code de l'énergie, a étendu le périmètre des coûts relevant des charges de SPE aux coûts supportés dans les ZNI par EDF du fait de la mise en œuvre d'actions de maîtrise de la demande d'électricité (MDE), dans la limite des surcoûts de production qu'elles permettent d'éviter.

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a recommandé à la collectivité de la Réunion de constituer avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), EDF et la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) un comité territorial consacré à la MDE. Ce Comité MDE a transmis à la CRE un dossier d'analyse des actions de MDE susceptibles d'être déployées dans le territoire. Ce dossier contient pour chaque action les éléments nécessaires à l'évaluation de la prime optimale à verser aux clients pour sa mise en œuvre ainsi que ceux qui justifient que la solution technique envisagée pour l'action de maîtrise de la demande considérée soit parmi les meilleures techniques disponibles au regard à la fois du nombre de kilowattheures évités, du coût par kilowattheure évité et de la durée de l'action envisagée.

Au regard de ce dossier la CRE a adopté un cadre territorial de compensation qui définit les actions retenues et leurs caractéristiques (nature de l'action, primes optimales, clients concernées, niveau de performance, ...). Ce cadre intègre et complète le dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) pour les actions relevant également de ce dispositif.

L'offre Brasseurs d'air s'inscrit dans cette démarche.

La nature et le niveau d'exigence sont la meilleure réponse aux attentes des clients soucieux d'une réalisation **de qualité**. Un brasseur d'air de qualité doit apporter au client au moindre coût et de manière durable, le confort attendu.

L'offre Brasseurs d'air vise donc à satisfaire le client sur deux attentes vis-à-vis d'une ventilation de qualité :

- Le confort dans la durée grâce à des entreprises partenaires d'EDF qui par leur adhésion à la charte « Installateur Partenaire EDF » et dans le cadre de l'exercice de leur profession, se sont engagés à se conformer à des principes de qualité du service rendu au client :
  - o Le respect de la réglementation professionnelle,
  - o Le respect de l'environnement,
  - o La qualité des produits proposés,
  - o Un conseil personnalisé au client,
  - o La pose des matériels dans les règles de l'art.
  - o Des contrôles sur la qualité des installations
- Le moindre coût grâce à des matériels ou système économes en énergie et à l'attribution d'une aide à l'investissement, ci-après désignée « Prime économies d'énergie », soutien public versé par EDF permettant de prendre en charge tout ou partie du surcoût de ce type de matériel. Cette prime pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Réunion en application de la délibération CRE du 2 février 2017 portant communication relative à la méthodologie d'examen des petites actions visant la maîtrise de la demande portant sur les consommations d'électricité dans les zones non interconnectées intègre et complète la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie.

L'offre Brasseur d'air s'appuie sur les actions du cadre territorial de compensation suivantes actées par la CRE dans sa délibération du 17 janvier 2019 portant décision relative aux cadres territoriaux de compensation pour les petites actions de MDE en Corse, Guadeloupe, Guyane, Martinique, à Mayotte et à la Réunion :

- Réunion/ Résidentiel / BAR - Brasseur d'air (France d'outre-mer)
- Réunion/ Résidentiel précaires/ BAR - Brasseur d'air (France d'outre-mer)
- Réunion/ Résidentiel très précaires/ BAR - Brasseur d'air (France d'outre-mer)
- Réunion/ Entreprises/ BAT - Brasseur d'air (France d'outre-mer)

Les présentes Conditions d'Application ont pour objet de définir les conditions du partenariat entre EDF et l'Entreprise Partenaire Agir Plus d'EDF (ci-après l'« Entreprise ») pour l'offre Brasseurs d'air.

## 2 SYNTHÈSE DE L'OFFRE BRASSEURS D'AIR

Peut bénéficier de l'offre brasseurs d'air, tout client de l'Entreprise ayant acquis et fait poser des brasseurs d'air selon les conditions d'éligibilité définies dans ce document.

### Terminologie :

- Brasseurs d'air : équipement de ventilation de type plafonnier
- Bâtiment existant : bâtiment pour lequel la date d'achèvement des travaux remonte à plus de 2 ans

### Clients et travaux concernés :

A) Brasseurs d'air dans le résidentiel (particuliers, précaires et très précaires)

Critères	Descriptions
Type de bâtiment	<ul style="list-style-type: none"><li>• Bâtiments résidentiels (Maisons individuelles ou appartements) existants</li><li>• Bâtiments résidentiels (Maisons individuelles ou appartements) neufs</li></ul>
Travaux concernés	Fourniture et mise en place d'un brasseur d'air
Conditions de validation	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mise en place réalisée par un professionnel</li><li>• Critères obligatoires :<ul style="list-style-type: none"><li>○ Efficacité à vitesse minimale &gt; 280 mètres cubes / Wh</li><li>○ 3 vitesses de fonctionnement minimum</li><li>○ Puissance moteur max &lt; 80 W</li><li>○ Eclairage compatible LEDs ou pas d'éclairage</li><li>○ Moteur silencieux bruit à vitesse max &lt; 50 db</li></ul></li></ul>

B) Brasseurs d'air dans le tertiaire

Critères	Descriptions
Type de bâtiment	Locaux du secteur tertiaire réservés à une utilisation professionnelle, de surface totale inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>
Travaux concernés	Fourniture et mise en place d'un brasseur d'air.
Conditions de validation	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mise en place réalisée par un professionnel</li><li>• Critères obligatoires :<ul style="list-style-type: none"><li>○ Efficacité à vitesse minimale &gt; 280 mètres cubes / Wh</li><li>○ 3 vitesses de fonctionnement minimum</li><li>○ Puissance moteur max &lt; 80 W</li><li>○ Eclairage compatible LEDs ou pas d'éclairage</li></ul></li><li>• Moteur silencieux bruit à vitesse max &lt; 50 db</li></ul>

### Prime économies d'énergie d'EDF :

	neuf	existant
Clients Résidentiel	100 €	150 €
Clients Résidentiel « coup de pouce »	150 €	240 €
Clients tertiaire	100 €	100 €

### Mise en œuvre opérationnelle de l'offre Brasseurs d'air:

La mise en œuvre de l'offre s'appuie sur les Conditions Générales du contrat de partenariat installateur Partenaire Agir Plus d'EDF.

Les différents articles de ces dernières sont complétés par les éléments suivants qui précisent et détaillent les critères d'éligibilité de l'offre.

### **3 ELEMENTS COMPLEMENTAIRES DES CONDITIONS GENERALES SPECIFIQUES A L'OFFRE BRASSEURS D'AIR**

#### **3.1 Complément de l'article 3 des CG : zones d'intervention, compétences métiers et assurances professionnelles**

##### **L'Entreprise:**

- a les compétences requises pour la pose de brasseurs d'air ;
- doit justifier de ses compétences en électricité (qualification professionnelle, habilitation électrique) ;
- s'engage à ce que tout brasseur déposé dans le cadre de la présente offre soit traité dans la filière déchets adaptées (DEEE) ;
- s'engage tout au long de son partenariat avec EDF Réunion à se conformer à des principes de qualité du service rendu au client de ces équipements ;
- a souscrit aux assurances professionnelles nécessaires à l'exercice de son activité ;
- est averti des responsabilités professionnelles qui lui incombent (notamment celles qui s'appliquent en cas de sous-traitance de ses chantiers) ;
- se conforme aux règles et prescriptions attachées aux travaux qu'il réalise (règles de l'art, règles de sécurité dont notamment « travail en hauteur », DTU, Avis Techniques, préconisations fournisseur des brasseurs d'air, respect norme NFC 15-100...) ;
- est à jour de ses obligations sociales et fiscales ;
- manifeste sa volonté de contribuer durablement, activement et directement au développement de la filière brasseurs d'air à l'île de La Réunion, avec un souci permanent de qualité.
- au travers de sa demande d'adhésion, l'Entreprises manifeste sa volonté de contribuer durablement, activement et directement, au développement de la filière Brasseur d'air à la Réunion avec un souci permanent de qualité.

L'Entreprise doit transmettre chaque année les documents suivants :

- o Une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité
- o Une attestation d'assurance décennale en cours de validité
- o Documents en cours de validité démontrant ses compétences en électricité

En cas de sous-traitance, l'Entreprise doit :

- faire appel exclusivement pour l'installation du ou des Brasseurs d'air à des installateurs qualifiés ;
- réclamer auprès du ou des installateurs une attestation indiquant qu'il(s) soi(en)t à jour de leurs cotisations sociales, fiscales et parafiscales ;
- remettre copie à EDF de tous les documents prouvant les compétences métiers, assurance, et attestation fiscale des installateurs recrutés pour les travaux d'installations des Brasseurs d'air.

#### **3.2 Complément de l'article 4 des CG : information, formation et communication**

A l'adhésion, l'Entreprise recevra une formation dispensée par l'animateur filière EDF sur les enjeux énergétiques de la Réunion, sur le partenariat Installateur Agir Plus d'EDF, sur le montage des dossiers permettant le versement de la Prime économies d'énergie. Tous les documents nécessaires au bon fonctionnement du partenariat seront remis à l'installateur à la signature de la convention ;

L'Entreprise sera formée par EDF à l'utilisation de l'outil de pilotage extranet permettant le dépôt des dossiers quand celui-ci sera opérationnel pour l'offre Brasseur d'air.

#### **3.3 Complément de l'article 5 des CG : démarche commerciale**

##### **Mécanisme général de mise en œuvre de l'offre Brasseur d'air par les parties**

##### **L'Entreprise:**

- dispose d'un délai de 48 h pour rappeler le client après réception d'une demande de devis ;
- expose à son client l'offre Brasseur d'air et les conditions d'attribution de la Prime économies d'énergie correspondante ;
- préconise du matériel répondant au besoin du client et conforme aux critères techniques de l'offre Brasseur d'air ;
- o présente, sous huit (8) jours maximum, un devis détaillé à son client en faisant apparaître clairement la Prime économies d'énergie, son montant à déduire ainsi le cas échéant que ses modalités de calcul, ainsi que le cadre de contribution si le bénéficiaire est une personne physique ou un syndic de copropriété ;

- fait signer le devis à son client ainsi qu'une attestation sur l'honneur (signée bénéficiaire de l'opération) ;
- réalise les travaux en respectant les conditions de l'article 3.4 des présentes Conditions d'Application puis signe elle-même l'attestation sur l'honneur. La date de signature doit être postérieure à la réalisation des travaux ;
- met en service l'installation en respectant les conditions de l'article 3.5 ;
- constitue le dossier client pour obtenir le remboursement des Primes économies d'énergie, dans le respect de l'article 3.7.

#### **Clients concernés et critères techniques :**

Cf article 2.

#### **Primes économies d'énergie :**

EDF verse une Prime économies d'énergie, soutien public versé par EDF permettant de prendre en charge tout ou partie du surcoût de ce type de matériel. Cette prime pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de La Réunion en application de la délibération CRE du 2 février 2017 intègre et complète la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie en fonction du type de pose et de la catégorie de client. Chaque prime est à répercuter intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client pour toute installation d'un brasseur d'air dans les conditions de l'offre.

Le montant des Primes économies d'énergie est fondé sur la prime optimale définie dans le cadre de compensation de la Réunion validé par le comité MDE pour les actions citée dans l'article 1. Elle est différenciée selon la surface isolée comme indiqué dans l'article 2.

#### Conditions pour pouvoir bénéficier de la Prime économies d'énergie « coup de pouce » :

Sous réserve de remplir les conditions, les clients « précaires » au sens de l'Agence National de l'Amélioration Soumis à conditions de revenus de l'ensemble des personnes habitant le même foyer, telles que définies par l'arrêté du 29 décembre 2014 modifié relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie :

Nombre de personnes composant le ménage	Plafonds de revenus du ménage
1	18 960 €
2	27 729 €
3	33 346 €
4	38 958 €
5	44 592 €
Par personne supplémentaire	+ 5 617 €

#### Justificatifs à fournir pour l'attribution de la Prime économies d'énergie « coup de pouce » :

- Justificatif de ressources :
  - o Le ou les avis d'imposition ou de non-imposition de chaque foyer fiscal intégré au ménage au titre des revenus de l'année N-1 ou de l'année N-2 par rapport à la date de référence (date d'acceptation du devis); pour les personnes non-imposables, est accepté le document intitulé « Avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu – Valant avis d'impôt » ou
  - o L'attestation accompagnant le chèque énergie prévu à l'article L. 124-1 du code de l'énergie, dont l'échéance d'utilisation est postérieure à la date de référence (date d'acceptation du devis) justifiant une situation de grande précarité.

Exemple de dossier avec avis d'imposition comme justificatif de ressources :

- o Devis accepté et signé le 01/02/2019 : N-1 pas disponible ; N-2 = avis d'imposition 2018 sur les revenus de 2017
- o Devis accepté et signé le 03/09/2019 : N-1 = avis d'imposition 2019 sur les revenus de 2018 ; N-2 = avis d'imposition 2018 sur les revenus de 2017
- Si nécessaire un document attestant de la correspondance entre l'adresse des travaux et l'adresse du justificatif de ressource. Quatre cas de figure :
  - o Le bénéficiaire des CEE est en situation de précarité et est le locataire du logement où sont réalisés les travaux : l'adresse mentionnée sur le justificatif de ressource doit être la même que l'adresse des travaux (1) ;

- le bénéficiaire est en situation de précarité, est le propriétaire du logement où sont réalisés les travaux et ce logement est sa résidence principale : l'adresse mentionné sur le justificatif de précarité est l'adresse des travaux (1) ;
- le bénéficiaire est en situation de précarité, est le propriétaire du logement où sont réalisés les travaux et ce logement n'est pas sa résidence principale (résidence secondaire, location à un tiers, ...) : l'adresse mentionnée sur le justificatif de ressource est l'adresse du logement principale et le bénéficiaire fournit le ou les documents justifiant la concordance entre le bénéficiaire et l'adresse des travaux (2) ;
- le bénéficiaire n'est pas en situation de précarité et le logement où sont réalisés les travaux est occupé par au moins un ménage en situation de précarité : l'adresse du justificatif de ressource est l'adresse des travaux et le bénéficiaire fournit le ou les documents justifiant la concordance entre le bénéficiaire et l'adresse des travaux (2).

(1) Documents complémentaires à fournir en cas de déménagement du ménage en situation de précarité dans les trois (3) mois précédant la signature du devis :

- Bail locatif ou acte notarié de propriété à l'adresse des travaux datant de moins de moins de trois (3) mois
- Facture EDF à l'adresse des travaux datant de moins de moins de trois (3) mois au nom du ménage en situation de précarité

(2) Documents complémentaires à fournir pour justifier la concordance entre le bénéficiaire et l'adresse de travaux :

- titre de propriété ou acte notarié ou
  - permis de construire ou
  - certificat d'adressage ou
  - demande de raccordement EDF ou
  - taxe foncière
- faisant apparaître le nom du bénéficiaire de l'opération

ET

- bail locatif ou certificat d'hébergement à l'adresse des travaux et
  - facture EDF à l'adresse des travaux
- au nom du ménage en situation de précarité

La Prime économies d'énergie est destinée à l'investisseur (promoteurs immobiliers, particuliers, entreprises ou collectivités).

En règle générale, la participation financière d'EDF ne s'applique pas aux bâtiments résidentiels, tertiaires, industriels bénéficiant d'une subvention financière de l'ADEME. Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers. Une convention spécifique avec des niveaux de Primes économies d'énergie adaptées pourra être établie entre EDF et le bénéficiaire.

De même en règle générale, la présente convention ne s'applique pas si l'investisseur ou le co-financeur est l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat). Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers. Une convention spécifique avec des niveaux de Primes économies d'énergie adaptées pourra être établie entre EDF et le bénéficiaire

La prime économies d'énergie est répercutée intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client pour toute installation d'un brasseur d'air dans les conditions requises. Cette prime, pour l'acquisition d'équipement permettant des économies d'énergies n'est à ce titre pas soumise à TVA. Elle sera donc déduite du montant TTC de la facture quand la TVA n'est pas déductible ou du montant HT dans le cas contraire.

La Prime économies d'énergie ne peut être attribuée qu'une fois pour une installation donnée et elle ne pourra être réattribuée pour un nouvel équipement qu'à l'issue de la période correspondant à la durée de vie du précédent équipement primé :

- Durée de vie pour un brasseur d'air : 9 ans

Un bilan périodique des résultats obtenus sera réalisé entre EDF et les partenaires Agir Plus d'EDF. Le montant de la Prime économies d'énergie est susceptible d'évoluer en fonction de l'efficacité de cette prime.

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif, l'Entreprise s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel qu'elle serait amenée à connaître dans le cadre de l'exécution de la présente convention. A l'exception de la transmission à EDF notamment au travers des pièces justificatives, l'Entreprise s'engage à ne les divulguer en aucun cas, sous aucune forme, à quiconque.

### 3.4 Complément de l'article 6 des CG : réalisation des travaux

L'Entreprise s'engage à :

- concevoir et installer les brasseurs d'air dans les règles de l'art et le respect de la réglementation (respect de la norme NF- C15-100, respect des préconisations des constructeurs)
- à informer EDF par tous moyens de la date de début des travaux afin d'organiser des visites de contrôle en cours du chantier.
- respecter les délais convenus avec le client et réaliser les travaux devront dans un délai de 12 mois suivant la signature du devis. Passé ce délai EDF ne garantira plus le remboursement de la Prime économies d'énergie.

### **3.5 Complément de l'article 7 des CG : livraison – mise en main – entretien**

L'Entreprise s'engage à :

- procéder à la réception des travaux (après avoir fait les réglages et la mise en service) en présence du client et en lui expliquant le fonctionnement ;
- assurer au client une garantie minimale de 1 an (pièces et main d'œuvre) sur le brasseur d'air posé et intervenir sous 48 heures ouvrables ;
- enir EDF informée du déroulement de l'opération, et des réactions éventuelles des utilisateurs quant à leur satisfaction sur l'opération menée et les matériels posés ;
- assurer la récupération et le traitement conforme des déchets issus de l'activité (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques,...).
- informer des clients des autres possibilités permettant de faire des économies d'énergies (climatisation de classe A+++, conseil sur le bâti, éclairage performant, chauffe-eau solaire, etc...) ;
- informer les clients du passage éventuel d'un auditeur mandaté par EDF, après travaux, pour le contrôle de l'installation

### **3.6 Complément de l'article 8 des CG : Qualité des travaux / suivi des travaux et satisfaction client**

Des contrôles sur site concernant au moins 5 % des installations frigorifiques annuelles de l'Entreprise seront réalisés par un auditeur désigné par EDF. Les contrôles seront effectués selon les modalités du cahier des charges validé par le comité MDE de la Réunion. Ce contrôle sera mis en place en continu par EDF sur la base des informations transmises au fil de l'eau via l'outil extranet. Il portera notamment sur les points suivants :

- cohérence entre les éléments mentionnées dans les factures et ceux réellement présents sur l'installation et notamment
  - o brasseurs d'air installés différents de ceux figurant dans le dossier ;
  - o nombre de brasseurs d'air inférieur à celui figurant sur la facture ;
  - o caractéristiques techniques inférieures à celles attendues mentionnées sur la facture (nombre de vitesse inférieur, niveau de bruit supérieur, puissance moteur supérieure, efficacité inférieure) ;
- risque électrique pour le Client ;
- risque de choc mécanique pour le Client (brasseur d'air pouvant heurter une personne en fonctionnement) ;
- brasseur d'air non fonctionnel ;
- absence de la notice de fonctionnement ;
- mauvaise qualité esthétique du cheminement des câbles (qualité de réalisation des goulottes) ;
- éclairage du brasseur non fonctionnel.

Dans le cas où les contrôles révéleraient des réserves (au sens des définitions des Conditions Générales), l'Entreprise en sera informée et devra tout mettre en œuvre pour la mise en conformité des installations, dans la semaine suivant la notification des réserves. Des contre-visites pourront être exigées par EDF.

Le remboursement de la Prime économies d'énergie ne sera réalisé qu'après la mise en conformité des installations, sauf dans le cas où une réserve majeure porte sur l'impossibilité de bénéficier de la Prime économies d'énergie pour lequel celle-ci ne sera pas remboursée à l'Entreprise (dans le cas où la Prime économie aurait déjà été versée, le partenaire s'engage à la rembourser).

Si l'installation a été modifiée par le client postérieurement aux travaux, la responsabilité de l'Entreprise ne sera pas engagée.

Le résultat de ce contrôle pourra également conditionner la poursuite par EDF, du partenariat avec l'Entreprise.



### 3.7 Complément de l'article 9 des CG : Transmission de documents : procédure de constitution de dossiers de demande de CEE

#### Constitution des dossiers par l'Entreprise

Pour chaque client, un dossier Brasseur d'air complet est composé des éléments comme décrit dans le tableau ci-dessous :

Eléments du dossier Client	
Le devis de l'installation conforme à la législation en vigueur mentionne : - l'adresse des travaux ; - la Prime économies d'énergie suivi de « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Réunion intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie », du montant unitaire exprimé en €, et du montant total de la prime. - la nature, la quantité, la marque et le type des brasseurs d'air posés, - les caractéristiques techniques listées dans l'offre (niveau sonore, efficacité, nombre de vitesse, puissance du moteur,...)  - les mentions: « bon pour accord » ou « devis accepté le », la date d'engagement et la signature du client obligatoirement manuscrites avec le cachet du client si c'est une personne morale.	<input checked="" type="checkbox"/>
Si le chantier fait l'objet d'une sous-traitance : <u>*le sous-traitant est connu à la création du devis :</u> Ajouter sur le devis : « Le client est informé que les travaux seront sous-traités à l'entreprise xxxxx dont le numéro d'immatriculation est xxxx et la référence RGE est yyyy » (obligatoire pour les clients personnes physiques) <u>*le sous-traitant n'est pas connu à la création du devis mais fait partie d'une liste définie de sous-traitant :</u> Ajouter sur le devis : « Le client est informé que les travaux seront sous-traités à l'une des entreprises mentionnées ci-après » suivi de la liste des entreprises avec leurs numéros d'immatriculation et leur référence RGE (obligatoire pour les clients personnes physiques). <u>*le sous-traitant n'est pas connu à la création du devis :</u> Le partenaire ou l'entreprise titulaire du marché fait signer à son client pour acceptation en amont des travaux (au plus tard le jour de la réalisation) un document dans lequel il fait part de son intention de sous-traiter tout ou partie des travaux et précise l'entreprise sous-traitante et ses domaines de qualifications (dont RGE si les travaux l'exigent).	<input checked="" type="checkbox"/>
PV de réception de travaux daté et signé par l'Entreprise et le client.	<input checked="" type="checkbox"/>
La facture client conforme à la législation en vigueur mentionne : - l'adresse des travaux ; - la Prime économies d'énergie suivi de « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Réunion intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie », du montant unitaire exprimé en €, et du montant total de la prime. - la nature, la quantité, la marque et le type des brasseurs d'air posés, - les caractéristiques techniques listées dans l'offre (niveau sonore, efficacité, nombre de vitesse, puissance du moteur,...) La date de facture constitue la date de preuve de la réalisation des travaux.	<input checked="" type="checkbox"/>
En cas de versement de la prime économies d'énergies « coup de pouce », le justificatif de ressource et si nécessaire un document complémentaire qui prouve la concordance entre le bénéficiaire et l'adresse de pose (cf. cas de figure article 3.3)	<input checked="" type="checkbox"/>
Le document issu du fabricant justifiant les caractéristiques du brasseur d'air	<input checked="" type="checkbox"/>

#### Transmission des dossiers par l'Entreprise

Les dossiers complets sont constitués puis transmis par l'Entreprise à EDF via l'outil de pilotage (extranet) au plus tard dans les trente (30) jours suivant la date de fin des travaux. Passé ce délai, la Prime économies d'énergie correspondante ne pourra plus être réclamée par l'Entreprise à EDF.

Tout dossier incomplet, comportant des ratures ou modifications apparentes, ou présentant des non-conformités par rapport aux attentes ne sera pas accepté et n'ouvrira donc pas droit à remboursement.



Les dossiers non conformes feront l'objet d'une demande de complément ou de correction transmise à l'Entreprise par EDF via mail indiquant la (les) non-conformité(s) à corriger **sous un délai de dix (10) jours ouvrés**.

L'Entreprise s'engage à monter des dossiers de qualité. Ainsi, EDF se réserve le droit de refuser de valider tout dossier ayant été déjà refusé trois (3) fois pour causes de pièces incomplètes ou invalides ;

EDF s'engage à valider chaque dossier dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de l'ensemble des pièces conformes.

### **Modalité de remboursement des Primes économies d'énergie.**

L'Entreprise établit une facture mensuelle récapitulative des Primes économies d'énergie avancées correspondante aux dossiers complets déposés et validés par EDF qu'il doit scanner et déposer au plus tard le dix (10) du mois M+1 sur le portail extranet partenaire.

Les factures pour le paiement des primes dues devront :

- Porter précisément et exclusivement sur les dossiers validés,
- Faire apparaître distinctement la Prime économies d'énergie ou la Prime économies d'énergie coup de pouce. La Prime économies d'énergie, en tant qu'aide à l'acquisition d'équipement permettant des économies d'énergies n'est pas soumise à TVA.
- Mentionner toute taxe additionnelle.

Au regard du suivi comptable mis en place par EDF, une régularité de la facturation de l'entreprise est indispensable.

Dans tous les cas, le paiement effectif des Primes économies d'énergie et par conséquent le maintien du partenariat sera conditionné par les résultats des contrôles comme définis à l'article 8 des Conditions générales.

La dépense afférente est mandatée et liquidée par EDF qui engage le paiement à trente (30) jours à date de réception de facture par virement bancaire sur le compte de l'Entreprise :

Code Banque : \*\*\*\*  
Code Guichet : \*\*\*\*  
N° du Compte : \*\*\*\* Clé RIB : \*\*  
Nom de la Banque : \*\*  
Adresse de la banque : \*\*\*

L'Entreprise transmet directement la facture originale mensuelle récapitulative des Primes économies d'énergie, à :

EDF Service Efficacité Energétique  
8 Avenue Georges Brassens  
CS 62009  
97744 SAINT-DENIS MESSAG CEDEX  
A l'attention de Vanessa BOISDEDU

L'Entreprise devra signaler à son interlocuteur EDF toute modification de SIRET afin de mettre à jour le système de comptabilité et ainsi garantir le paiement des primes.

### **Important :**

Dans le cadre de ses relations commerciales permanentes avec les consommateurs d'électricité, EDF est susceptible de passer des conventions de partenariat MDE directement avec ses clients. Ces conventions peuvent également inclure le versement des Primes économies d'énergie pour les travaux décrits dans les présentes conditions d'application.

Il est entendu que des travaux faisant déjà l'objet de versement des Primes économies d'énergie au travers d'une convention de partenariat MDE passée directement entre EDF et le client ne pourront être repris et intégrés par l'Entreprise dans le cadre du contrat de « Partenaire EDF ».

Afin d'éviter ce risque de « doublon » sur notamment l'attribution de la prime, l'Entreprise doit vérifier auprès de son client que celui-ci n'a pas déjà signé une convention MDE avec EDF portant sur le versement des Primes économies d'énergie pour des travaux de l'offre brasseurs d'air.

Pour toute installation qui serait réalisée sur des bâtiments résidentiels et tertiaires, l'Entreprise devra au préalable communiquer à EDF si le client final bénéficie d'une aide par exemple du FEDER, de la REGION REUNION ou de l'ADEME. Cette information sera impérativement communiquée avant la réalisation du devis par l'Entreprise.

### 3.8 Complément de l'article 10 des CG : Autorisation d'utilisation des visuels EDF

EDF Réunion est propriétaire de tous les supports, logotypes (charte « Installateur Partenaire EDF » et supports publicitaires), slogans des campagnes de communication liées à l'opération et pourra à la demande des adhérents signataires les autoriser à utiliser ces supports pour des opérations commerciales ou des communications conformes à la Charte « Installateur Partenaire EDF » (insertion du logo de la charte sur papier à en-tête, devis, marquage sur véhicule, etc.).

Dans tous les cas de figure, toute utilisation par l'Entreprise des supports, après une demande écrite adressée à EDF Réunion, devra faire l'objet d'un accord écrit par EDF Réunion

### 3.9 Complément de l'article 15 des CG : Suspension et résiliation du contrat

Le taux de réserve mineure est de 20 % des dossiers contrôlés. Au-delà de ce taux, EDF pourra résilier le contrat de partenariat.

Pour les réserves majeures,

- La **première** réserve majeure constatée entraînera l'émission d'un courrier d'avertissement ;
  - La **deuxième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de trois (3) mois ;
  - La **troisième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de six (6) mois
- La **quatrième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée d'un (1) an ;

Toute réserve relevant d'une fraude manifeste entraînera la résiliation du contrat de partenariat.

